

Paris, le 22/10/2024

UN MINISTRE DE L'ESR AU SERVICE DE L'EXTRÊME-DROITE ET DU PATRONAT

Samedi 12 octobre, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, Patrick Hetzel, s'est rendu à la "Convergence nationale" de l'UNI, organisation étudiante d'extrême droite. Le timing de cette visite est d'autant plus perturbant qu'elle a lieu moins d'une semaine après le dépôt d'une "proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête relative à l'infiltration des idéologies contraires aux valeurs de la République dans l'enseignement supérieur" par 85 député·es du RN. L'UNI s'était, bien entendu, empressée de soutenir cette proposition. Cette dernière était elle-même extrêmement proche de la "proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête relative à l'entrisme idéologique et aux dérives islamo-gauchistes dans l'enseignement supérieur" déposée en mai 2024 par deux député·es de "la Droite Républicaine", dont un certain Patrick Hetzel.

Ainsi, quelques jours après la présentation d'un Projet de Loi Finances 2025 dramatique prévoyant une baisse de budget de 3,2% pour l'ESR en tenant compte de l'inflation, l'urgence pour le ministre est visiblement d'entériner la convergence des extrêmes-droites, après s'être assuré de rappeler aux présidences d'universités les moyens d'exercer leurs "pouvoirs de police" sur les campus en cas de manifestations étudiantes jugées par lui contraires à la "neutralité" et à la "laïcité". Le ministre fait ainsi fi de l'usage tout à fait licite de la liberté d'expression des étudiant·es, précisément garantie par les libertés académiques - des principes que le rapporteur spécial des Nations Unies n'a pas manqué de rappeler dans sa déclaration du 2 octobre dernier.

Alors que la menace des idéologies d'extrême droite se fait de plus en plus présente, le gouvernement actuel, ici à travers son ministre de l'ESR, en choisissant de se montrer aux côtés de l'UNI, confirme qu'il n'est clairement pas un rempart contre ces idées fascistes mais plutôt un marche-pied .

Alors que le ministre n'a toujours pas convoqué d'instance représentative des personnels depuis des semaines maintenant, celui-ci multiplie donc les rencontres avec l'extrême-droite, mais aussi les représentants de l'industrie et du privé afin de leur donner des gages. Bien loin des missions de service public et de recherche aux finalités sociales et environnementales, le ministre promeut les partenariats entre la recherche publique et le monde industriel afin de "transformer les idées [des chercheur·euses] en produit pour contribuer à la création de richesses" !

Pour SUD éducation, les urgences de la rentrée sont belles et bien celles des conditions d'études et de travail des étudiant·es et des personnels de l'ESR. Avec 400 millions d'euros amputés sur le budget de l'ESR et aucune création de postes en vue, l'austérité dans notre ministère va se prolonger. Pour y faire face, les personnels doivent se rencontrer, échanger en heures d'information syndicale et en AG afin de construire le rapport de force nécessaire, dans l'unité.